



Tous droits réservés

DROIT ADMINISTRATIF (1)

Séance 4 - Les normes internationales et le droit de l'Union européenne

I. La notion de norme internationale.....	2
A) Définition	2
B) Conditions d'applicabilité du droit international en droit interne	2
C) La signature et la publication	3
D) La ratification	3
E) La réciprocité	4
II. La place juridique des normes internationales.....	5
A) La supériorité de la Constitution aux normes internationales	5
B) L'infériorité des lois aux normes internationales.....	7
C) L'infériorité des actes administratifs aux normes internationales	8
III. Droit de l'UE : droit international particulier.....	8
IV. Contrôle de conventionnalité.....	10
A) Le contrôle de conventionnalité des actes administratifs	11
B) Le contrôle de conventionnalité des lois.....	11
C) Le contrôle inter-conventionnel.....	12
D) Le contrôle de conventionnalité spécifique des décrets de transposition : focus sur l'arrêt CE, 8 février 2007, <i>Arcelor</i>	13

Les normes internationales occupent une place très importante dans le système juridique français puisque la France est partie à environ 16 000 traités internationaux. Parmi ceux-là, près de 15 000 normes sont issues du droit de l'Union européenne. Ces traités internationaux traitent de nombreux sujets, notamment de la fiscalité, du droit des étrangers et du droit de l'environnement. Les principes évoqués à travers ces normes sont importants en droit administratif, puisque les actes administratifs pris par l'administration devront impérativement les respecter.

I. La notion de norme internationale

A) Définition

Le droit international désigne l'ensemble des normes juridiques incluant un élément d'extranéité organique. Une norme internationale est une norme qui n'émane pas exclusivement de la volonté d'autorités françaises. Une telle norme peut donc être à l'origine partiellement d'autorités françaises, ou exclusivement d'autorités étrangères. En effet, il peut s'agir d'un traité international liant la France à un ou plusieurs autres États. Ou il peut s'agir de normes émises par des institutions internationales auxquelles la France a adhéré, en leur conférant le pouvoir de prendre des normes qui s'appliqueront en France, comme c'est le cas des normes européennes.

B) Conditions d'applicabilité du droit international en droit interne

Pour être introduits dans l'ordre interne, les engagements internationaux doivent satisfaire les trois conditions énoncées à l'**article 55 de la Constitution de 1958** qui dispose que « Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ».

La **Constitution** énonce ici les conditions d'application d'un traité international. Afin qu'une norme internationale soit intégrée dans le système juridique national, celui-ci doit remplir des conditions matérielles d'une part et des conditions formelles d'autre part.

C) La signature et la publication

Dans le domaine formel, le **juge administratif vérifie lui-même l'existence de la signature**, ainsi que de la publication de la norme internationale au Journal Officiel de la République française. Le juge administratif accepte très tôt, en **1964**, par **l'arrêt Prosagor du Conseil d'État**, de vérifier la signature des parties aux conventions internationales.

D) La ratification

Quant à la vérification de la ratification d'un traité, le Conseil d'État s'est longtemps considéré comme étant incompétent pour la contrôler en estimant à travers **l'arrêt Caraco rendu en 1926** qu'il s'agissait d'un élément de nature politique, qui échappait donc naturellement à la compétence du juge administratif.



À retenir : Le Conseil d'État a toutefois fait évoluer sa jurisprudence, en élargissant ses compétences par son **arrêt SARL du parc d'activités de Blotzheim de 1998** dans lequel, il accepte finalement de contrôler la régularité de la procédure de ratification. Il peut demander son avis au ministère des Affaires étrangères, mais il n'est plus lié par cet avis.

L'**article 53 de la Constitution** pose les conditions de ratification qui doivent intervenir par une loi. Si aucune loi n'est intervenue, alors le traité n'est pas régulièrement ratifié et ne respecte donc pas les conditions d'applicabilité en droit interne (**CE, 5 mars 2003, Aggoun**).

L'**article 53 de la Constitution** dispose que :

« Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'État, ceux qui modifient des dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, **ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi**. Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés (...) ».

E) La réciprocité

À ces conditions formelles s'ajoute une condition matérielle, celle de la **réciprocité**. Cette condition implique que **le traité doit être appliqué par l'autre partie pour être appliqué en France**.

La position du juge administratif vis-à-vis du contrôle de la réciprocité a également évolué. La Haute juridiction administrative a d'abord estimé l'incompétence du juge administratif dans le contrôle du respect de la condition de réciprocité, en renvoyant les affaires auprès du ministre des Affaires étrangères comme il a pu le faire dans son **arrêt Chevrol-Benkeddach rendu le 9 avril 1999**. Ce jugement du Conseil d'État était lié à la difficulté d'analyser d'application du traité par l'autre pays.

Cette position du fut sanctionnée par la **Cour européenne des droits de l'homme par l'arrêt Chevrol contre France du 13 février 2003**. Le juge européen considère que la position adoptée par le Conseil d'État est contraire à l'**article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'Homme** qui dispose qu'un tribunal est « un organe jouissant de la plénitude de juridiction et répondant à une série d'exigences telle que l'indépendance à l'égard de l'exécutif ». Ainsi, en se liant à l'avis du ministre des Affaires étrangères, le Conseil d'État se prive de sa compétence exclusive du contrôle de la condition de réciprocité et viole l'article 6 § 1 de la Convention EDH.

Le **Conseil d'État** attendra le **9 juillet 2010** pour opérer un revirement de jurisprudence en rendant l'**arrêt Mme Chériet-Benseghir** dans lequel **il reconnaît l'indépendance du juge administratif vis-à-vis de l'avis du ministre des Affaires étrangères**, puisque c'est le juge administratif qui prend en dernier lieu la décision, il n'est désormais plus lié à l'avis donné par le ministre.



À retenir : Il convient de préciser que la condition de réciprocité ne joue pas pour l'applicabilité du droit de l'Union européenne (**CJCE, 1964, Costa c. Enel ; Cass, 24 mai 1975, Jacques Vabres**) ainsi que pour l'applicabilité des engagements internationaux qui ont pour but de favoriser la paix et la sécurité dans le monde (**CC, 22 janvier 1999**).

Question : *Quid de l'effet direct ?*

L'effet direct **permet de créer des droits dans le chef des particuliers et de s'imposer aux juridictions nationales**. Autrement dit, les particuliers pourront directement invoquer un droit contenu dans un traité international devant le juge. À titre d'exemple, le juge administratif a reconnu l'effet direct d'une disposition particulière de la convention de New York relative aux droits de l'enfant du 26 janvier 1990 (**CE, 22 septembre 1997**). Cela permet à un requérant d'invoquer directement un traité sans attendre qu'il soit réceptionné par une loi interne.

Cet effet direct, bien que reconnu par le juge administratif, n'a été défini qu'en 2012 avec **un arrêt CE, 11 avril 2012, GISTI et FAPIL** :

« Une stipulation doit être reconnue d'effet direct par le juge administratif lorsque, eu égard à l'intention exprimée des parties et à l'économie générale du traité invoqué, ainsi qu'à son contenu et à ses termes, **elle n'a pas pour objet exclusif de régir les relations entre États et ne requiert l'intervention d'aucun acte complémentaire pour produire des effets à l'égard des particuliers.**

L'absence de tels effets ne saurait être déduite de la seule circonstance que la stipulation désigne les États parties comme sujets de l'obligation qu'elle définit. Seules les stipulations reconnues d'effet direct d'un traité ou d'un accord régulièrement introduit dans l'ordre juridique interne conformément à l'article 55 de la Constitution peuvent utilement être invoquées à l'appui d'une demande tendant à ce que soit annulé un acte administratif (individuel ou réglementaire ».

II. La place juridique des normes internationales

A) La supériorité de la Constitution aux normes internationales

La question du lien hiérarchique entre les normes internationales et les normes constitutionnelles est longtemps restée ambiguë. En effet, leur rapport hiérarchique n'est pas clairement précisé par la **Constitution de la Ve République**. L'**article 54 de la Constitution** prévoit cependant qu'un « engagement international » qui « comporte

une clause contraire à la Constitution », ne pourra être ratifié « qu'après la révision de la Constitution ». Cette disposition peu claire semble prévoir la supériorité de la Constitution puisque c'est l'autorité constituante qui accorde de produire les effets d'un engagement international au sein de l'ordre juridique national. Il serait pourtant envisageable de considérer qu'en cas d'incompatibilité entre les deux normes, cela serait à la Constitution qu'il reviendrait de s'aligner, par sa révision, sur le traité et non pas l'inverse.

De ce point de vue, on pourrait envisager que le traité détient une autorité supérieure aux normes constitutionnelles. En outre, le système juridique international n'a pas hésité à se placer au-dessus des systèmes juridiques nationaux. En effet, la Cour de justice des communautés européennes, affirme le **principe de primauté du droit international** dans son **arrêt du 7 décembre 1970 Internationale Handelsgesellschaft**.

L'obscurité du rapport hiérarchique entre les deux normes est rompue par l'**arrêt Koné du 3 juillet 1996 du Conseil d'État**. Par cet arrêt, la Haute juridiction administrative commence à esquisser le principe de primauté de la Constitution sur les normes internationales. En effet, dans son arrêt *Koné*, le Conseil d'État considère que les stipulations du traité attaqué « doivent être interprétées » conformément à un principe constitutionnel. René Chapus en a conclu que « sous couvert d'interpréter le traité, le Conseil d'État le confronte à la Constitution et, le jugeant contraire à cette dernière, il en écarte l'application »¹. On peut donc en déduire que l'arrêt *Koné* posait implicitement le principe de primauté du bloc de constitutionalité sur les engagements internationaux.

Cette supériorité a été réaffirmée, ou du moins confirmée le **30 octobre 1998 par l'arrêt Sarran et Levacher rendu par le Conseil d'État, qui représente l'arrêt de principe en la matière**. En effet, les Hauts magistrats administratifs ont admis que « la suprématie conférée aux engagements internationaux ne s'applique pas, dans l'ordre interne, aux dispositions de nature constitutionnelle ». Cette position sera ensuite reprise par la Cour de cassation dans un célèbre **arrêt Fraisse rendu en assemblée plénière le 2 juin 2000**.

¹ Droit administratif général Tome p. 144

B) L'infériorité des lois aux normes internationales

Sur cette question, on a, *a priori*, aucun doute : **les traités ont une autorité supérieure aux lois**, c'est l'**article 55 de la Constitution** qui l'affirme. Mais, la portée de l'article 55 est limitée.

En effet, si la coutume internationale s'impose aux États, elle ne bénéficie néanmoins pas de l'application de l'**article 55**. Cette disposition évoque bien des normes internationales **écrites**, comme le rappelle l'**arrêt Aquarone rendu le 6 juin 1999 par le Conseil d'État**. Certains principes du droit international sont donc infra-légaux. Il convient alors de bien différencier ce qui relève d'un traité, par rapport à ce qui relève de la coutume ou des principes généraux (PGD) du droit international. Ces deux sources juridiques ne sont pas supérieures aux lois (**CE, 28 juillet 2000, Paulin** pour les PDG du droit international et **CE, 6 juin 1997, Aquarone**, pour la coutume internationale).

« Ni l'article 55 de la Constitution du 4 octobre 1958 ni aucune autre disposition de valeur constitutionnelle, et notamment pas le 14^{ème} alinéa du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 aux termes duquel "la République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit international public", ne prescrit ni n'implique que le juge administratif fasse prévaloir la coutume internationale sur la loi en cas de conflit entre ces deux normes ». **CE, 6 juin 1997, Aquarone**

« Ni l'article 55 de la Constitution du 4 octobre 1958 ni aucune autre disposition de valeur constitutionnelle ne prescrit ni n'implique que le juge administratif fasse prévaloir la coutume internationale ou même un principe général de droit international sur la loi en cas de conflit entre, d'une part, ces normes internationales et, d'autre part, la norme législative interne ». **CE, 28 juillet 2000, Paulin**

En dehors de ces deux hypothèses, tout traité qui respecte les conditions d'applicabilité d'un traité acquiert le rang supra-légal au sein du bloc de conventionnalité. Mais pour cela, il convient de connaître les critères d'applicabilité du droit international en droit interne.

C) L'infériorité des actes administratifs aux normes internationales

Le juge administratif se charge de la vérification pour que les actes administratifs français respectent les exigences internationales. Il le fait dès la IV^e République, sur le fondement de l'**article 26 de la Constitution de 1946** qui donnait force de loi aux conventions internationale.

L'**arrêt du Conseil d'État du 30 mai 1952, Dame Kirkwood** affirmait la **supériorité des normes internationales sur les actes administratifs**. Cette jurisprudence n'a d'ailleurs pas été remise en cause sous la Ve République, au contraire, elle a été confirmée par l'**arrêt du Conseil d'État du 19 avril 1991, Belgacem**. Cette **supériorité du droit international sur les actes administratifs** vaut aussi bien pour les **traités internationaux** que pour la **coutume internationale**.

Cette **jurisprudence Belgacem** confirme que les normes internationales sont des sources à part entière du droit administratif qui doivent être respectées par l'administration.

III. Droit de l'UE : droit international particulier

Le droit de l'UE est caractérisé par un bloc spécifique visé à l'**article 288 du TFUE** :

« Pour exercer les compétences de l'Union, les institutions adoptent des règlements, des directives, des décisions, des recommandations et des avis. Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre. La directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. La décision est obligatoire dans tous ses éléments. Lorsqu'elle désigne des destinataires, elle n'est obligatoire que pour ceux-ci. Les recommandations et les avis ne lient pas »

Ces textes sont diversement intégrés en droit interne, mais la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) fait toujours en sorte de leur donner un effet utile (**CJCE, 1974, Van Duyn**) pour faire prévaloir sur le droit interne l'ordre juridique intégré que constitue l'ordre juridique de l'UE (**CJCE, 15 juillet 1964, Costa c/ Enel**). Ainsi, **une loi**

française postérieure ne peut pas se former valablement si elle n'est pas conforme à une norme de l'Union européenne (**CJCE 9 mars 1978, Simmenthal**).

C'est finalement ce que l'on appelle la primauté du droit de l'UE qui signifie que le juge national doit ordonner des mesures provisoires à l'encontre de toute disposition interne contraire au droit de l'UE (**CJCE, 1990, Factortame**).

Dès lors, l'interprétation rendue par la CJUE lors d'une question préjudicielle est contraignante pour le juge administratif (**CE, 11 décembre 2006, De Groot**).



À retenir : - Les règlements européens ont un effet direct quoi qu'il arrive (**CJCE, 5 février 1963, Van Gand en Loos**) et ils s'appliquent sans texte de transposition. Les règlements priment sur les lois internes (**CE, 24 septembre 1990, Boisdet**).

- Les décisions juridictionnelles européennes sont obligatoires dans tous leurs éléments pour les destinataires qu'elles désignent. Elles peuvent dans certains cas, produire des effets directs pour les destinataires.

- Les recommandations ne sont pas contraignantes.

- Les directives doivent être appréciées avec plus de nuance quant à leur applicabilité en droit interne. Ces directives doivent toujours être transposées (par une loi ou un décret de transposition selon que le thème relève du domaine du règlement ou de la loi). Du fait de cette transposition, en principe une directive n'a aucun effet direct et ne crée donc aucun droit pour les particuliers en l'absence de toute transposition.

Pour autant, la jurisprudence estime que si les directives sont inconditionnelles et suffisamment précises, alors elles sont applicables sans loi de transposition avec effet direct (**CJCE, 1970, SACE**).

Mais cet effet direct ne joue qu'à compter de l'expiration du délai de transposition (**CJCE, 1979, Ratti**).

Cela permet finalement d'affirmer qu'une directive est supérieure aux lois (**CE, 1992, SA Rothmans International France**).

Mais le juge administratif a longtemps estimé qu'une directive ne pouvait pas être invoquée par un requérant à l'appui d'un recours dirigé contre un acte administratif individuel (**CE, 22 décembre 1978, Cohn-Bendit**).

Il a fallu attendre l'**arrêt CE, 30 octobre 2009, Dame Perreux** pour estimer que
« tout justiciable peut se prévaloir, à l'appui d'un recours dirigé contre un acte administratif non réglementaire, des dispositions précises et inconditionnelles d'une directive, lorsque l'État n'a pas pris, dans les délais impartis par celle-ci, les mesures de transposition nécessaires ».

S'agissant des actes réglementaires, ils doivent toujours respecter les objectifs fixés par une directive. Par conséquent, pendant le délai de transposition, les autorités administratives ne peuvent pas prendre des mesures de nature à compromettre sérieusement la réalisation du résultat de la directive (**CE, 2001, France Nature environnement**).

Après le délai de transposition, les autorités administratives ne peuvent laisser substituer des dispositions réglementaires qui seraient contraires aux objectifs de la directive (**CE, 1989, Cie Alitalia**).

En cas de recours contre les actes réglementaires violant les dispositions d'une directive, le juge pourra annuler l'acte réglementaire :

- Soit parce qu'il a réalisé une transposition incorrecte de la directive (**CE, 1984, Protection des animaux de France**) ;
- Soit parce qu'il entre en contradiction avec les mesures prévues par la directive non transposée (**CE, 1984, Protection de la nature**).

IV. Contrôle de conventionnalité



À retenir : Le contrôle de conventionnalité est le contrôle opéré par le juge pour vérifier la conformité d'un acte inférieur par rapport à un traité de droit international. Il s'applique aussi lorsque deux traités doivent être contrôlés entre eux (contrôle inter-conventionnel). Il convient de distinguer le contrôle de conventionnalité des actes administratifs, le contrôle de conventionnalité des lois, et le contrôle inter-conventionnel.

A) Le contrôle de conventionnalité des actes administratifs

De manière très classique, le **juge administratif est compétent pour contrôler la conventionnalité d'un acte administratif** dès lors qu'aucune loi ne s'intercale entre l'acte et le traité (**CE, 30 mai 1952, Dame Kirkwood**). Ce contrôle s'étend jusqu'à la vérification de la conformité d'un acte administratif par rapport aux PGD du droit international (**CE, 23 octobre 1987, Société Nachfolger Navigation**).

B) Le contrôle de conventionnalité des lois

Si l'inconventionnalité d'un acte administratif est posée devant le juge administratif, une loi peut faire écran lorsque l'acte est pris sur le fondement de celle-ci. C'est pour cela que le juge administratif s'est longtemps refusé à contrôler la conventionnalité des lois.

Or, dans la **décision du 15 janvier 1975, IVG**, le **Conseil constitutionnel a jugé qu'il n'était pas compétent pour contrôler la conventionnalité des lois** en application de l'**article 61 de la Constitution**. Ce contrôle concerne en effet la constitutionnalité des lois. Il a depuis clairement réaffirmé sa position.

CC, 12 mai 2010, Jeux d'argent : « Il n'appartient pas au Conseil constitutionnel, saisi en application de l'article 61 ou de l'article 61-1 de la Constitution, d'examiner la compatibilité d'une loi avec les engagements internationaux et européens de la France ».

Par conséquent, si le Conseil constitutionnel n'examine pas la conventionnalité des lois, cette compétence est laissée aux juges ordinaires. La Cour de cassation a ainsi reconnu sa compétence en la matière dès le **24 mai 1975 dans l'arrêt Société des cafés Jacques Vabre**.

Le juge administratif a mis plus de temps. Refusant initialement de contrôler la conventionnalité des lois (**CE, 1er mars 1968, Syndicat général des fabricants de semoules de France**), il a ensuite accepté de contrôler la conventionnalité des lois antérieures à un traité entré en vigueur postérieurement à la loi (**CE, 15 mars 1972,**

Dame Veuve Sadok). Puis le juge administratif a finalement accepté de contrôler la « compatibilité », des lois nationales postérieures aux traités internationaux. (**CE, 20 octobre 1989, Nicolo**).



Attention : Par l'**arrêt Nicolo du 20 octobre 1989**, le Conseil d'État vise l'**article 55 de la Constitution** afin d'affirmer que le juge administratif est compétent pour vérifier la compatibilité des lois nationales postérieures aux traités. On remarquera qu'il ne s'agit pas d'un contrôle classique de conventionnalité des lois, puisque ce rôle appartient au juge judiciaire. En effet, le juge administratif se limite à l'exercice d'un contrôle superficiel. Il ne s'agit pas d'un contrôle de conformité, mais bien de « compatibilité ». Là où la conformité suppose une adéquation parfaite de la loi nationale à la norme internationale, le contrôle de compatibilité exercé par le juge administratif accepte que la loi puisse contenir de légers désaccords avec la norme internationale. Dans son arrêt Nicolo, le Conseil d'État choisit donc bien délibérément l'adjectif « compatible ».

C) Le contrôle inter-conventionnel

Le juge administratif s'est toujours refusé de contrôler les traités entre eux.

CE, 18 décembre 1998, SARL du parc d'activités de Blotzheim : « Il n'appartient pas au Conseil d'État, statuant au Contentieux, de se prononcer sur la validité d'un engagement international au regard d'autres engagements internationaux ».

Mais par un **arrêt Kandryne du 23 décembre 2011**, le Conseil d'État accepte de concilier les actes internationaux entre eux :

« Lorsque le juge administratif est saisi d'un recours dirigé contre un acte portant publication d'un traité ou d'un accord international, il ne lui appartient pas de se prononcer sur la validité de ce traité ou de cet accord au regard d'autres engagements internationaux souscrits par la France ».

Cependant,

« Il incombe au juge administratif, après avoir vérifié que les stipulations de cet autre traité ou accord sont entrées en vigueur dans l'ordre juridique interne et sont invocables devant lui, de définir (...) les modalités d'application respectives des normes internationales en

débat conformément à leurs stipulations, de manière à assurer leur conciliation, en les interprétant, le cas échéant, au regard des règles et principes à valeur constitutionnelle et des principes d'ordre public. Dans l'hypothèse où, au terme de cet examen, il n'apparaît possible ni d'assurer la conciliation de ces stipulations entre elles, ni de déterminer lesquelles doivent dans le cas d'espèce être écartées, il appartient au juge administratif de faire application de la norme internationale dans le champ de laquelle la décision administrative contestée a entendu se placer et pour l'application de laquelle cette décision a été prise et d'écarter, en conséquence, le moyen tiré de son incompatibilité avec l'autre norme internationale invoquée »

Bien entendu, il ne faut pas oublier que, comme pour le contrôle de constitutionnalité des lois, le Conseil d'État lorsqu'il porte sa casquette de « conseil » des pouvoirs publics peuvent vérifier si plusieurs traités sont valides entre eux en tant que conseiller de l'État et non plus en tant que juge administratif.

D) Le contrôle de conventionnalité spécifique des décrets de transposition : focus sur l'arrêt CE, 8 février 2007, Arcelor

L'affirmation précoce, par le juge communautaire, de la primauté du droit communautaire sur toute norme de droit interne, y compris constitutionnelle, s'est heurtée au caractère fondamental de la Constitution française. Si les difficultés liées à ce conflit de normes sont longtemps restées potentielles pour le juge administratif français, elles ont rejailli à l'occasion de l'affaire société Arcelor Atlantique et Lorraine.



Attention : Dans la mesure où la Constitution fonde l'ordre juridique français et l'applicabilité du droit communautaire en son sein, ainsi que la compétence du juge administratif à le faire respecter, celle-ci ne saurait s'incliner devant la primauté du droit de l'Union affirmée dans l'ordre juridique communautaire. Mais le juge national ne saurait, dans le même temps, ignorer le respect du droit de l'Union européenne, lequel est susceptible d'être sanctionné par le recours en manquement. Le Conseil d'État va donc tenter de concilier ces exigences contradictoires au moyen de l'opération de translation.

Ces deux principes – suprématie de la Constitution et exigence de transposition des directives – sont susceptibles d'entrer en conflit lorsque la transposition d'une directive conduit à l'adoption d'une mesure réglementaire de transposition contraire à une règle ou à un principe de valeur constitutionnelle.

Question : *Quid du contrôle de constitutionnalité des actes réglementaires assurant directement la transposition d'une directive ?*

L'**arrêt Arcelor** a entendu définir les modalités de la conciliation de ces deux exigences s'agissant des actes réglementaires de transposition.

En pareille hypothèse, le juge doit procéder ainsi :

⇒ Il doit rechercher si les principes constitutionnels dont la méconnaissance est invoquée ont un équivalent dans l'ordre juridique de l'Union européenne, c'est-à-dire **si le droit ou la liberté constitutionnel en cause est effectivement et efficacement protégé par les traités et principes généraux du droit de l'Union européenne.**

C'est le principe de translation des principes constitutionnels que l'on recherche par translation dans le droit de l'UE :

- Dans l'affirmative, il y a lieu pour le juge administratif, afin de s'assurer de la constitutionnalité du décret, de **rechercher si la directive que ce décret transpose est conforme à cette règle ou à ce principe général du droit de l'Union européenne.** En l'espèce de la jurisprudence Arcelor, le Conseil d'État a d'ailleurs estimé que le principe constitutionnel d'égalité, invoqué par la société requérante, trouvait un équivalent dans le droit de l'Union européenne. S'il n'y a aucune difficulté sérieuse pour trancher le litige, le juge administratif écarte le moyen invoqué. En cas de difficulté sérieuse, le juge administratif saisit la CJUE d'une question préjudicielle.
- En revanche, **s'il n'existe pas de règle ou de principe général du droit de l'Union européenne garantissant l'effectivité du respect de la disposition ou du principe constitutionnel invoqué, il revient au juge administratif d'examiner directement la constitutionnalité des dispositions réglementaires contestées.**

⇒ Sur les effets de ce contrôle exercé par le juge administratif :

- **Hypothèse 1** : le juge administratif a examiné seul ou a renvoyé la question du contrôle de la directive par rapport au principe du droit de l'UE devant la CJUE par une question préjudicielle. **Si la directive est conforme au principe du droit de l'UE, alors le juge administratif écarte le moyen d'inconstitutionnalité qui est soulevé.**
- **Hypothèse 2** : le juge administratif a examiné seul ou a renvoyé la question du contrôle de la directive par rapport au principe du droit de l'UE devant la CJUE par une question préjudicielle. **Si la directive n'est pas conforme au principe du droit de l'UE, alors le juge administratif annule l'acte réglementaire de transposition, car il viole finalement le principe du droit de l'UE.**
- **Hypothèse 3**: si le principe de translation n'a pas été réalisé, alors le juge vérifie directement si l'acte de transposition est conforme ou non à la Constitution. Il pourra alors être soit maintenu, soit annulé.